

Un avenir nommé désir

Tribune de Ludivine Bantigny parue dans l'Humanité du jeudi 2 juin 2016 qui répond à la question : « Les Français ont-ils toujours un désir de politique ? ».



À l'impossible nul n'est tenu : on ne saurait évoquer « les Français » (catégorie somme toute étriquée – tant de personnes ont fait leur vie ici sans jamais pouvoir y être « français ») ni leur « désir de politique » (trop périlleux à généraliser). Le désir politique s'exprime de bien des façons : généreuse, créative, enthousiaste, inventive. Dans les zones à défendre, les associations de quartier, le syndicalisme de terrain, les assemblées de grève, les places occupées, l'aspiration à s'occuper de politique contre sa monopolisation/professionnalisation est évidente et déterminée.

Cela ne va pas sans difficulté tant les conditions pour s'engager sont rognées par l'air du temps. Dormez tranquilles bonnes gens, les gouvernements gouvernent : redoutable machine à dépolitiser. Tant il est mal admis que le politique puisse se situer en dehors des assemblées. Tant la démocratie représentative, qui porte au fond bien mal son nom, s'impose comme un impensé. Il aurait pu en être autrement, pourtant. Comme l'a montré Samuel Hayat dans son beau livre *Quand la république était révolutionnaire*, rien n'était joué en 1848. Pour les hommes et les femmes de ce temps, les ouvriers en lutte particulièrement, les possibles étaient ouverts : la démocratie pouvait être directe et la République, révolutionnaire. En faire fidèlement l'histoire c'est, aussi, revenir à cet avenir espéré auquel ces femmes et ces hommes travaillaient.

Mais prendre le temps du politique soulève encore bien d'autres obstacles que cette imposition à se taire et à laisser faire : notre temps est morcelé, pris dans les rets de l'accélération et de la compétition. Tout cela nous paralyse, nous épuise et conduit à la pensée soulagée que d'autres sont là pour gérer. Mais ces autres-là sont tellement loin, déconnectés du monde social dont ils entretiennent l'ordre avec les mots doux de leurs médias et les sévices de leur police. Loin, avec leurs chauffeurs attitrés, leurs résidences surveillées, leurs restaurants gastronomiques aux frais de la République. Que savent réellement ces gens de ce que signifie travailler plus et plus longtemps ?

Du temps, la grève nous en donne. La grève générale n'est pas un slogan, mais l'arme de celles et ceux qui en ont peu, le pouvoir de montrer que ce système ne fonctionne pas sans eux. On peut bien se passer des PDG ; pas de leurs salariés. La grève ouvre un

temps en suspens où l'on se retrouve vraiment. Les places publiques transformées en agoras renouent avec le sens profond du politique ; les entreprises occupées cessent d'être des lieux où l'on s'échine, où l'on s'évide. Si désir politique il y a, il est bien là.

Que nous manque-t-il pour assouvir ce désir ? Pourquoi depuis des années bien des combats ont-ils été défaits, restés au milieu du gué ? On ne saurait taire les complicités nouées pour que le système tienne. Patronat et syndicats ne sont pas des « partenaires » - « sociaux » ou pas. Le « dialogue », social ou pas, n'a ni rime ni raison face au cortège des régressions. Et puis, au fil des décennies, nous avons perdu la réflexion sur la stratégie. On le voit encore aujourd'hui : dans les manifestations, grèves, occupations, la pensée de l'étape suivante se fait hésitante voire chancelante. Il faut nous réatteler à cet impératif stratégique. Réfléchir par exemple à la force coordonnée de comités de grève, d'action, de quartier, fédérés : un pouvoir face au pouvoir.

Au-delà, nos imaginations se sont un peu taries. Parce que pendant des années on nous a répété qu'il n'y avait pas d'alternative. Pourtant, le capitalisme n'est pas de tout temps : plus encore, il a fait son temps. Refaire désir politique c'est élaborer des projets de société, où le commun, l'appropriation collective de ce dont nous avons besoin, ferait partie de notre quotidien. À écouter celles et ceux qui s'expriment dans les rues et sur les places, nous sommes bel et bien en train de le réinventer.

Ludivine Bantigny, le 2 juin 2016